

## DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

### VOLET AIDE AU LOYER

**NOM OU DENOMINATION SOCIALE DE L'ENTREPRISE :**

**LOCALISATION DU PROJET :**

**Personne en charge du dossier :**

**Téléphone :**

**Courriel**

\_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_ :

Date de réception du dossier
___/___/___

Par :

**Ce dossier ainsi que les pièces jointes devront être transmis obligatoirement par mail à l'adresse suivante : [dga.dact@capnordmartinique.fr](mailto:dga.dact@capnordmartinique.fr)**

## 1 – Identification de l'entreprise

**Raison sociale :**

**Forme juridique :**

Entreprise Individuelle    SARL                       EURL                       SAS                       SASU  
 SA                       Autre :

**Activité :**

**Code APE :**

**SIRET :**

**RCS/RM :**

**Date de création :**

**Adresse du Siège social :**

**Adresse de l'Etablissement si différent :**

**Téléphone fixe :**

**Téléphone portable :**

**Email :**

### **Dirigeant(e)**

**Nom :**

**Prénom :**

**Date de naissance :**

**Qualité :**

Associé

Autre :

**Téléphone :**

**Téléphone portable :**

**Courriel :**

**Adresse personnelle :**

## 2 – Activité

### Nature de l'activité : (détail de vos prestations)

---

---

---

---

### Décrivez le caractère différenciant/innovant de votre projet :

---

---

### Effectif actuel :

Type de contrat       CDI ETP :                       CDD ETP :                       Autre :

### Effectif Envisagé :

Type de contrat       CDI ETP :                       CDD ETP :                       Autre :

## 3 – Local concerné par l'aide

### Adresse :

Code Postal :

Commune :

Localisation :

- Cœur de ville/centre bourg       Quartier       Zone d'activité  
 Centre commercial  
 local professionnel       local commercial                       atelier                       entrepôt

Surface :              m<sup>2</sup>

## Loyer

Montant loyer mensuel HT (a) :  
TVA 8,5% (b) :  
Montant loyer mensuel TTC (c) = (a+b) :  
Montant des charges locatives mensuelles (d) :  
Loyer TTC + Charges Locatives (e) = (c+d) :

Bail précaire :  oui  non si oui durée :  
Bail professionnel :  oui  non si oui durée :  
Bail commercial :  oui  non si oui durée :  
Date de signature du contrat :

## Gestion du local

Agence immobilière /Bailleur social/Particulier/SCI/Personne Morale (***Rayer les mentions inutiles***)

Dénomination : Dénomination :  
Représentant : Représentant :

Adresse :

Téléphone : GSM :  
Courriel :

## 4 - Financements sollicités

### Aides économiques publiques :

Aides obtenues au cours des 3 dernières années (même si les subventions n'ont pas encore été versées) :

Type d'aide	Organisme ayant attribué l'aide	Année	Montant en €

Aides demandées ou obtenues pour le projet :

Type d'aide	Organisme ayant attribué l'aide	Année	Montant en €

## 4 - Eléments financiers du projet

### 1. Plan de financement :

EMPLOI	Montant	RESSOURCES	Montant
Frais d'établissement		Fonds propres	
Investissement		Emprunts	
Besoin en Fonds de Roulement		Subvention CAP Nord	
		Subvention	
		Autres	
<b>TOTAUX</b>		<b>TOTAUX</b>	

### 2. Détail du calcul du chiffre d'affaires à indiquer :

### 3. Prévisionnel financier d'activité sur 3 ans à insérer :

### 4. Prévisionnel de trésorerie sur 12 mois à insérer :

## 5 - Fiche d'engagement

Je soussigné(e) : \_\_\_\_\_

Responsable de l'entreprise : \_\_\_\_\_

- **Atteste :**

- ✓ Ne pas avoir demandé d'autres aides (subvention, prêt d'honneur...) non présentes dans le dossier prévisionnel pour le même projet
- ✓ Avoir lu les modalités d'attribution de l'aide CAP'Immo

- **Déclare sur l'honneur :**

- n'avoir reçu aucune aide *de minimis*<sup>1</sup> durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides *de minimis* listées<sup>2</sup> dans le tableaux ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides *de minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides de minimis**,
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides de minimis**,
- règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
- règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** dans le secteur de **l'agriculture**
- règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** accordées à des entreprises fournissant des **services d'intérêt économique général** (SIEG).

<sup>1</sup> Les aides *de minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides *de minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère *de minimis* des aides attribuées. Le montant maximum d'aide *de minimis* est de 200 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

<sup>2</sup> Si vous avez reçu une aide *de minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement *de minimis*.

Dates d'attribution des aides <i>de minimis</i>	Nom et numéro SIREN de l'entreprise <sup>3</sup>	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide <sup>4</sup> (en euros)
<b>Total A des aides perçues</b>			
Dates de demande de l'aide <i>de minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
<b>Total B des aides demandées non perçues</b>			
<b>Total général (A+B)</b>			

(ajouter autant de lignes que nécessaire)

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- Une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- Une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

• **Certifie :**

- ✓ Que les renseignements figurants dans le présent dossier sont exacts
- ✓ Être à jour de l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales tant pour la souscription des déclarations que pour le paiement, au regard des différents organismes collecteurs publics et parapublics, à la date du dépôt de dossier.

La situation fiscale ou sociale de l'entreprise pourra être examinée dans le cadre de l'instruction du dossier.

Fait à \_\_\_\_\_  
Le \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_

Signature et cachet de l'entreprise

<sup>3</sup> Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000 €. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 200 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « *entreprise unique* ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou

une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

<sup>4</sup> Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

## Pièces obligatoires

<b>1.</b> Lettre de demande de subvention d'aide à l'attention du Président de CAP Nord Martinique dûment datée et signée.	<input type="checkbox"/>
<b>2.</b> Formulaire de demande d'aide dûment rempli et signé	<input type="checkbox"/>
<b>3.</b> Copie Carte Nationale d'Identité du dirigeant	<input type="checkbox"/>
<b>4.</b> Un extrait d'immatriculation (KBIS, ou INSEE, ou Attestation inscription Chambre de Métiers) de <u>moins de 3 mois</u>	<input type="checkbox"/>
<b>5.</b> Copie des Statuts Si Société	<input type="checkbox"/>
<b>6.</b> Copie du bail commercial/professionnel signé ou promesse de bail	<input type="checkbox"/>
<b>7.</b> Attestation sur l'honneur justifiant ne pas être associé financièrement au bailleur	<input type="checkbox"/>
<b>8.</b> Compte de résultat et bilan des deux derniers exercices clos et prévisionnels	<input type="checkbox"/>
<b>9.</b> Si Micro-entreprise : déclarations annuelles de revenus professionnels auprès de l'URSSAF ou SSI/ex RSI des deux années précédentes	<input type="checkbox"/>
<b>10.</b> Six dernières quittances de loyer faisant l'objet de la demande (sauf en cas de prise du local récente)	<input type="checkbox"/>
<b>11.</b> Relevé ou situation du compte auprès du bailleur (signé du Bailleur), avec justificatifs de paiement	<input type="checkbox"/>
<b>12.</b> Si Salarié, Déclaration Sociale Nominative ou tout justifiant de l'effectif de l'entreprise	<input type="checkbox"/>
<b>13.</b> Si création d'emploi lié à l'installation, fournir DUE au moment de la prise du local ou promesse d'embauche	<input type="checkbox"/>
<b>14.</b> Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle locataire de l'année en cours	<input type="checkbox"/>
<b>15.</b> Relevé d'Identité bancaire	<input type="checkbox"/>
<b>16.</b> Tout document pouvant justifier de la qualité du projet (photos, présentation etc.)	<input type="checkbox"/>
 Le Service Entreprises de CAP Nord pourrait être amené à vous contacter pour bénéficier d'éléments complémentaires.	<input type="checkbox"/>